



AFRIQUE/MADAGASCAR - Une femme sur sept exploitée sexuellement - augmentation vertigineuse de la prostitution du fait de la pauvreté

Antananarivo (Agence Fides) – En moins de 20 ans, le nombre de prostituées enregistré dans la principale ville portuaire de Madagascar, Toamasina, où vivent environ 200.000 personnes, est passé de 17.000 en 1993 à 29.000 en 2012. On estime qu'une femme sur sept est exploitée sexuellement. L'état de pauvreté toujours plus déferlant et la proximité de la ville de l'une des mines de nickel et de cobalt les plus grandes du monde, l'Ambatovy, contribuent à l'aggravation de ce phénomène. Selon les estimations du gouvernement, plus des ¾ de la population malgache vit actuellement avec moins d'un dollar par jour. La construction de la mine et les récentes améliorations apportées au port ont comporté l'afflux de milliers de travailleurs étrangers. Le coût de la vie a augmenté et les activités commerciales traditionnelles ont connu un krach, poussant toujours davantage de femmes vers l'industrie du sexe. La prostitution est en effet un phénomène normal et légal à Madagascar, un moyen pour survivre. Les jeunes filles viennent des campagnes pour travailler en ville comme serveuses. Puis, lorsqu'elles ont un problème avec leur employeur, d'autres jeunes filles, provenant de leur région, les introduisent dans le monde de la prostitution. Bien que le taux de prévalence du SIDA soit plus bas que dans d'autres pays d'Afrique – à 0,2% des personnes de 15 à 49 ans – l'incidence des maladies sexuellement transmissibles comme la syphilis, est bien supérieure à la moyenne régionale. Selon les statistiques, elles concernent 4% des femmes enceintes et 12% des prostituées. Jusqu'en 2006, Antsohihy, la capitale de la région septentrionale de Sofia, était séparée du reste du pays mais depuis lors, les travaux effectués sur une route en direction de la capitale, Antananarivo, a rouvert la zone au commerce, y compris celui du sexe. Aucune donnée certaine n'est disponible à propos de cette ville et au cours de ces dernières années, les municipalités ont institué un système d'identification pour les prostituées qui les protège légalement et leur offre une assistance sanitaire spécialisée. Ce même système n'a pas fonctionné à Toamasina où les cartes d'identité ont été remplacées par des livres rouges non officiels qui garantissent aux prostituées l'accès aux cliniques judiciaires sises dans la ville touristique voisine de Mahambo. (AP) (Agence Fides 06/11/2012)